

DISPARITION 2 Julien ABIRAMIA

Michel Eddé, héraut du vivre-ensemble, s'en est allé



Michel Eddé dans son bureau, à L'Orient-Le Jour. Photo Michel Sayegh

L'histoire peut être tristement ironique. C'est au moment où le pays du Cèdre vit une révolution inédite, pour un Liban meilleur, que Michel Eddé, président d'honneur de *L'Orient-Le Jour*, s'en est allé hier soir, à 91 ans. Lui qui, tout au long de sa vie, s'est engagé pour un Liban du dialogue et de la modération, pour un Liban doté d'une bonne gouvernance, pour

un Liban, surtout, du vivre-ensemble.

Avocat, homme d'affaires, patron de presse, cinq fois ministre et président de nombre d'associations, plusieurs fois pressenti, aussi, pour la magistrature suprême... Dire que la vie de Michel Eddé fut riche relève de l'euphémisme. Dire qu'il a toujours eu le Liban au cœur, aussi. Le Liban dans toutes ses dimensions, dans toutes ses

spécificités, dans toute son unicité.

Homme de foi, viscéralement, homme de culture aussi, passionné de francophonie – il critiquera même la passivité des Français en la matière – homme d'ouverture à l'autre, de la coexistence de toutes les composantes de la société libanaise, Michel Eddé était aussi doté d'un humour corrosif et d'un sens pro-

fond de l'engagement.

En témoignent, entre autres, son travail, en tant que ministre, de modernisation des télécoms, son action en faveur du patrimoine architectural de Beyrouth et sa lutte contre le dévoiement de l'enseignement supérieur. Le Liban perd un grand Libanais, la rédaction de *L'Orient-Le Jour* un patron qui l'a toujours soutenue.

DISPARITION

Michel Eddé : ses réalisations, ses passions, ses marottes

Avocat, homme d'affaires, patron de presse, cinq fois ministre et président de plusieurs associations... Michel Eddé, qui s'est éteint hier, fut un grand acteur de la vie publique du Liban.

Julien ABIRAMIA

En 91 ans d'existence, Michel Eddé, l'un des hérauts du vivre-ensemble qui s'est éteint hier soir, a vécu plusieurs vies qui ont embrassé l'histoire moderne du Liban. Avocat, homme d'affaires, patron de presse, cinq fois ministre et président de plusieurs associations, Michel Eddé fut d'abord un acteur de la vie publique de son pays, dont l'action s'inscrit dans la droite ligne de la philosophie de Michel Chiha, auteur d'une certaine idée du Liban et de son identité. La dimension politique de son parcours est incalculable, tant il incarne en sa personne cette matière unique dont est fait le Liban, un pays qui a vocation à être différent de son voisinage par sa gestion de la pluralité qui caractérise sa population, par son ouverture, sa convivialité, sa tolérance, le regard bienveillant sur l'autre...

Outre cette dimension, Michel Eddé a, tour à tour, lors de ses différents passages au gouvernement, modernisé les télécoms, agi en faveur du patrimoine architectural de Beyrouth et lutté contre le dévoiement de l'enseignement supérieur. Consacrant une grande partie de sa vie à la destinée de la communauté maronite et sa diaspora, Michel Eddé était aussi un homme de dialogue et de modération, d'un caractère généreux. D'une culture encyclopédique, il avait la passion du monde, celle de la cause palestinienne et de la culture juive, de la France, sa seconde patrie de cœur, et de l'Afrique noire. Mais par-dessus tout, la passion du Liban.

Retour sur une vie à la dimension d'un homme d'Etat pressenti à plusieurs reprises pour accéder à la présidence de la République. Une vie dont nous remontons le fil comme il aimait à le faire, c'est-à-dire à travers des anecdotes savoureuses.

Le « maronite rouge »

Issu d'une des grandes familles maronites patriennes de Beyrouth, Michel Eddé, fils de Salim Eddé et d'Isabelle Malhamé, naît le 16 février 1928 dans un foyer où la foi chrétienne tenait une place importante. Ses aïeux ont construit en 1888 la cathédrale Saint-Georges des maronites, dans le centre de la capitale.

De 1935 à 1945, il est élève au Collège des pères jésuites de l'Université Saint-Joseph à Beyrouth. L'adolescent découvre alors le quotidien francophone libanais *Le Jour* et son fondateur Michel Chiha, l'un des rédacteurs de la Constitution libanaise.

Michel Eddé intègre ensuite l'*USJ*, où il obtient une licence de droit en 1948, avant de s'inscrire au barreau de Beyrouth. Parmi ses camarades de promotion, deux futurs présidents, Elias Sarkis et René Moawad. Sa conscience politique s'éveille à ce moment-là, avec la *Nakba* et la création de l'État d'Israël. Il écrira plusieurs livres sur la question palestinienne et le mouvement sioniste.

Dans ces années-là, il approfondit la pensée marxiste. Lui qui a un temps envisagé d'entrer dans les ordres sera affublé du sobriquet de « maronite rouge ».

Marqué par son éducation jésuite, Michel Eddé a présidé des années plus tard l'Amicale des anciens élèves du Collège de l'Université Saint-Joseph et du Collège Notre-Dame de Jambour, comme l'ancien président Charles Helou.

Les premiers jalons

Après avoir travaillé aux côtés de Abdallah Yafi, qui fut plusieurs fois Premier ministre, et de Gabriel Eddé, il ouvre son cabinet d'avocats en 1951, spécialisé dans le droit commercial et des affaires. Il devient l'avocat de plusieurs sociétés et entreprises libanaises et internationales. Les affaires sont florissantes.

Les premiers jalons de la vie de Michel Eddé, qui intègre alors la sphère des personnalités qui comptent, sont posés. En 1964, le groupe de presse auquel il participe, avec Ghassan Tuéni, Pierre Eddé, Pierre Helou et Pierre Pharaon, rachète *Le Jour*. Deux ans plus tard, Michel Eddé, qui a une haute opinion de l'action politique, saute le pas. Proche parmi les proches du président Charles Helou, il est nommé, à l'âge de 38 ans, ministre de l'Information et des PTT (Postes, téléphones et télégraphes), qui n'est pas encore celui des Télécoms, dans le gouvernement de Rachid Karamé.

Le bond en avant des télécoms

À sa prise de fonctions, il découvre un secteur en friche. « En 1966, lorsque j'étais ministre des PTT, il n'y avait que quatre lignes haute fréquence (HF) pour les communications internationales et il fallait attendre trois à quatre jours pour obtenir un correspondant à Paris ou à Rome », expliquait-il lors d'une table ronde sur la téléphonie mobile en 2005.

En deux ans de mandat, Michel Eddé



propulse le Liban dans l'ère moderne des télécommunications et de la télévision. Avec son homologue français Yves Guéna, il signe un accord franco-libanais pour la construction d'un câble sous-marin de communications entre Beyrouth et Marseille. Il chapeaute également la première installation satellite de Arbaniyé, sur les hauteurs du Metn-Sud. En tant que ministre chargé de la télévision, il introduit la télévision en couleur en poussant pour l'adoption du système français de télédiffusion SECAM par la télévision de l'État.

Pour avoir mené ces projets d'envergure avec la France, Michel Eddé est fait commandeur de la Légion d'honneur en 1967, pour services rendus quant aux liens entre les deux pays. Conteux invétéré, il aime à raconter une anecdote liée à cette récompense. Alors que le représentant du général de Gaulle lui annonce qu'on va lui remettre la cravate, Michel Eddé reste silencieux. Face à la stupeur de la personne qui venait le récompenser, il lance, non sans humour : « Je ne vais pas sauter au plafond pour une cravate quand même ? »

La période africaine

À la fin des années 60, Michel Eddé se tourne vers l'Afrique, où il structure des montages financiers pour des investissements d'industriels européens dans plusieurs secteurs d'activité, notamment dans le secteur pétrolier au Togo, avec des investisseurs allemands, au Congo avec des Autrichiens, et en Guinée, où des raffineries de pétrole sont construites. Il est également engagé dans des projets en Mauritanie et au Cameroun, où il participe au lancement d'une usine de pâte à papier avec une entreprise suédoise.

Sur ce continent où sont installés de nombreux Libanais de la diaspora, dont son ami Antoine Tabet, né au Sénégal, avec lequel il s'associe, puis vit et travaille presque sans interruption pendant plus de trente ans, Michel Eddé a développé une passion pour l'Afrique et sa civilisation.

L'un des souvenirs les plus marquants de son périple africain date du 25 janvier 1971, en Guinée-Cônakry. Quelques semaines plus tôt, en novembre 1970, des troupes portugaises, assistées de dissidents guinéens, tentent de renverser le régime d'Ahmad Sékou Touré. La tentative de coup d'État échoue. Le président guinéen procède ensuite à une répression féroce. Dans son taxi le ramenant vers l'aéroport de Conakry, Michel Eddé passe par le pont du 8 Novembre où il a une vision d'horreur. Quatre personnes y sont pendues. Il s'agit de hauts fonctionnaires du régime. Derrière la vitre de son taxi, Michel Eddé reconnaît l'un d'eux, un de ses principaux clients, ministre de Sékou Touré tombé en disgrâce et accusé de trahison...

La même année, le groupe de presse, dont Michel Eddé est l'un des actionnaires, rachète *L'Orient* de Georges Naccache, sept ans après avoir racheté *Le Jour*. Le groupe de presse fusionne les deux journaux. Le premier numéro de *L'Orient-Le Jour* paraît le 15 juin 1971.

Ni député ni président

En 1972, la politique le rappelle. On lui propose de se présenter aux élections législatives. Michel Eddé refuse la fonction de député, qu'il respecte profondément mais qui impose un rythme infernal, comme il le voit avec ses proches Raymond Eddé et Pierre Helou. Il la refusera une deuxième fois lorsqu'en 1996, le Premier ministre Rafic Hariri lui propose de se présenter à ses côtés.

En 1976, un an après le déclenchement de la guerre civile, son ami Elias Sarkis est élu président de la République. Les relations entre les deux hommes, qui ont débüté sur les bancs de l'*USJ*, se sont consolidées lorsqu'Elias Sarkis est nommé en 1968 gouverneur de la Banque du Liban, dont Michel Eddé était l'un des avocats.

Quatre ans plus tard, il entre pour la deuxième fois au gouvernement. Il

devient ministre de l'Information dans l'équipe de Chafic Wazzan jusqu'en 1982, à la fin du mandat d'Elias Sarkis. Alors qu'Israël envahit le Liban-Sud et perce jusqu'à Beyrouth, le nom de Michel Eddé est subodoré pour prendre la suite. Il n'a pourtant jamais affiché cette ambition. Finalement, c'est Bachir Gemayel qui est élu le 21 août, mais assassiné le 14 septembre avant sa prise de pouvoir. Son frère, Amine Gemayel, est élu à la tête de l'État le 14 septembre.

Six ans plus tard, alors que la fin du mandat d'Amine Gemayel se profile, Michel Eddé est une nouvelle fois pressenti pour accéder à la magistrature suprême, sans qu'il n'ait fait acte de candidature. Finalement, le chef de l'État sortant charge le commandant en chef de l'armée, Michel Aoun, de présider un gouvernement transitoire.

En 1990, il devient PDG de *L'Orient-Le Jour* dont il est le principal actionnaire, une fonction qu'il occupera jusqu'à ces dernières semaines, avant de laisser la place à Nayla de Freige.

Le patrimoine de Beyrouth

En 1992, Michel Eddé est nommé ministre de la Culture et de l'Enseignement supérieur dans le gouvernement de Rafic Hariri, issu des premières élections législatives organisées après la fin de la guerre civile. Pendant quatre ans, il sera engagé sur deux fronts.

À la fin de la guerre, la reconstruction de Beyrouth, notamment de son centre-ville, débute à marche forcée. Les bâtisses anciennes sont livrées aux bulldozers. Plusieurs voix s'élèvent au secours du patrimoine architectural de la capitale. En septembre 1995, Eddé, en tant que ministre de la Culture, charge un groupe d'architectes de l'Association pour la protection des sites et anciennes demeures (Apsad) de répertorier les bâtiments construits avant 1945 dans le centre de Beyrouth et ses alentours. Les 1016 maisons recensées sont alors « placées sous étude ». En

mars 1996, Michel Eddé signe l'arrêté n°1879 qui interdit la démolition de ces bâtiments jusqu'à nouvel ordre. En octobre de la même année, le ministre nomme des commissions chargées de plancher sur un projet de loi, mais elles sont suspendues un mois plus tard, au lendemain d'un remaniement ministériel en 1996. La liste des bâtisses protégées est progressivement rognée, jusqu'à être divisée par deux. Au fil des ans, les propriétaires de certaines de ces bâtisses ont profité du label patrimonial de leurs propriétés pour les monnayer au prix fort.

En parallèle, Michel Eddé conclut un accord avec la Direction générale des antiquités et la société Solidere pour l'ouverture du plus vaste chantier archéologique urbain du monde de l'époque, après la signature d'un protocole sur l'organisation des fouilles archéologiques dans le centre-ville de Beyrouth en 1993 par le gouvernement de Rafic Hariri et l'Unesco. Michel Eddé a longtemps été vice-président de la Fondation nationale du patrimoine, créée en 1996.

L'enseignement supérieur

En tant que ministre de l'Enseignement supérieur, de 1992 à 1996, Michel Eddé a largement contribué à l'adoption du décret des normes et critères d'ouverture et de fonctionnement des établissements de l'enseignement supérieur, qui a mis le hola à la prolifération d'écoles et d'instituts qui ont, selon lui, dévoyé l'enseignement supérieur au Liban, fort de ses universités historiques.

En 2003, il estimait ainsi que « la très grande majorité des universités ne remplissent pas les conditions requises pour mériter ce statut ». Il avait ajouté ne pas avoir délivré de permis avant que les textes normatifs et réglementaires n'aient été élaborés, malgré les « pressions politiques ». « Nous avons refusé de délivrer des permis lorsque les demandes ne s'appuyaient pas sur

un dossier conforme aux conditions, normes et critères prévus par les lois et les décrets », précisait-il alors. Son successeur à l'Enseignement supérieur, Fawzi Hobeiche, et Abdel Rahim Mrad, qui occupera les fonctions de ministre de l'Éducation de 2000 à 2003, se feront beaucoup moins regardants et distribueront à nouveau nombre de permis à ce type d'établissements.

De 1996 à 1998, Michel Eddé est nommé ministre d'État sans portefeuille, le cinquième et dernier épisode de sa carrière gouvernementale, au cours de laquelle il a sans cesse mis en avant la nécessité d'une bonne gouvernance dans les affaires publiques. Une page de sa vie se tourne à ce moment-là. Symbole de son engagement pour l'enseignement et de son attachement à la bonne gouvernance, il donne son nom en 2017 à un prix récompensant la meilleure thèse de doctorat à l'*USJ* sur la bonne gouvernance publique au Liban.

Au service des maronites

Michel Eddé avait un rapport très fort à sa foi qui pouvait, parfois, s'exprimer de manière inattendue. Hospitalisé en 1997 à l'hôpital Johns Hopkins à Baltimore, dans une situation critique, il refuse qu'un quintuple pontage des artères soit réalisé un mardi. La raison ? C'est un mardi, le 29 mai 1453, que les Ottomans ont pris Constantinople... Comme beaucoup de ses compatriotes beyruthins, Michel Eddé considérait que cette date, qui marque la disparition de l'Empire romain d'Orient, est un jour noir pour les chrétiens d'Orient. L'opération est repoussée de trois heures, à mercredi... heure d'Istanbul.

Membre fondateur en 1952 de la Ligue maronite, qu'il présidera de 2003 à 2007, et président de la Fondation maronite dans le monde de 2006 à 2016, Michel Eddé s'est donné pour mission de préserver l'identité et la citoyenneté des maronites, notamment en consolidant les liens entre la diaspora maronite libanaise et leur pays d'origine, et à travers des campagnes d'octroi de la nationalité libanaise. Ses relations fraternelles avec le patriarche Nasrallah Sfeir lui ont valu de figurer sur une liste de présidentiables en 2007. Troisième candidature non déclarée, troisième échec non voulu. Cependant, Michel Eddé, homme de dialogue et de modération, viscéralement attaché à ce qu'on appelle couramment « la formule libanaise », ne peut être défini comme l'homme d'une seule communauté, lui qui a notamment été vice-président de la Fondation druze al-Erfane.

L'engagement associatif de Michel Eddé est multiple. Lui qui dans sa vie privée a aidé des gens en toute discrétion, sans le claironner, a également présidé l'Association des Restaurants du Cœur, créée en 1983, en pleine guerre civile, par Charles Helou.

Français de cœur

Grand admirateur du général de Gaulle, Michel Eddé n'aura de cesse de défendre la francophonie, parfois plus que les Français eux-mêmes, aimait-il à souligner avec humour. Une petite histoire illustre cet engagement. Durant son mandat de ministre de la Culture et de l'Enseignement supérieur, il envoie à un congrès à Grenoble une délégation composée des meilleurs professeurs francophones de l'Université libanaise, sur invitation de son homologue français Jacques Toubon, alors ministre de la Culture et de la Francophonie. Quand les professeurs rentrent à Beyrouth, Michel Eddé leur demande comment s'est passé leur séjour. « Nous n'avons rien compris, lui répondent-ils. Le congrès a commencé par un tonitruant "Welcome to Grenoble" en anglais. » Médusé et scandalisé, Michel Eddé prend son téléphone et appelle Jacques Toubon et lui lance : « Si vous-mêmes, les Français, ne faites rien pour défendre la francophonie, qu'allons-nous faire ici au Liban ? »

Capable d'entonner les sept couplets de la *Marseillaise*, Michel Eddé, qui n'a jamais demandé la nationalité française, aimait à se définir comme plus français que les Français. À de hauts dignitaires et anciens combattants français, il n'avait ainsi pas hésité à dire, avec son humour un brin provocateur : « Vous savez, je suis plus français que vous. Vous, vous êtes français par défaut. Moi, je suis français par choix. »

Trente-cinq ans après avoir été fait commandeur, Michel Eddé est fait grand officier de la Légion d'honneur en 2002, un an après avoir reçu les insignes de grand officier de l'ordre du Cèdre. Il devient, la même année, président de la section libanaise de la Société d'entraide des membres de la Légion d'honneur, poste qu'il occupera jusqu'en 2010, avant d'en devenir le président d'honneur.